

Birmanie : résistance et résilience

En Birmanie, la société civile innove dans des circonstances terribles, tout en préservant l'espoir en l'avenir. Le pays a longtemps souffert des dictatures militaires et des guerres civiles. Mais depuis le coup d'État de 2021, les violations des droits de la personne et les déplacements massifs n'ont fait qu'empirer. Depuis 30 ans, Inter Pares travaille avec des organisations locales de la région à l'édification d'un avenir démocratique pour la Birmanie. Dans ce *Bulletin*, nous vous présentons un échantillon du travail inlassable réalisé par nos quelque 40 homologues.



Une travailleuse de la santé, soutenue par Inter Pares, mesure la taille d'un enfant lors d'une visite de routine dans une communauté isolée de Birmanie.



Des services de santé sexuelle et reproductive novateurs en zones de conflit

À son huitième mois de grossesse, Nang Shwe Yin* a commencé à montrer des signes de prééclampsie – une maladie qui pouvait mettre sa vie et sa grossesse à risque. Dans son village isolé de personnes déplacées du nord-est de la Birmanie, les soins hospitaliers semblaient inaccessibles. Il fallait pourtant qu'elle accouche à l'hôpital afin d'assurer la meilleure issue possible pour elle et son bébé. ►

◀ Des travailleurs et travailleuses de la santé, appuyé-e-s par Inter Pares, ont confirmé l'état de Yin lors d'une visite de routine dans sa collectivité. Elle a été transférée dans un hôpital où elle et son bébé pourraient recevoir les soins requis.

«Au début, j'avais très peur... d'être hospitalisée», confie-t-elle. Le personnel de santé l'a aidée à se sentir à l'aise. «Sans leur aide et leurs conseils, je n'ose pas imaginer ce qui nous serait arrivé, à moi et à mon enfant.»

Dans les régions isolées de la Birmanie, les vérifications de routine par le personnel de santé local sont depuis longtemps le moyen utilisé par nos homologues pour offrir des services de santé sexuelle et reproductive aux collectivités autochtones.

Toutefois, l'intensification du conflit complique les déplacements dans les collectivités isolées : l'armée bloque les routes, les détours sont périlleux et le prix de l'essence augmente sans cesse. Même quand il est possible de voyager, les infrastructures sanitaires se

dégradent dans les villes et il est donc d'autant plus crucial d'offrir des services locaux et à distance.

Ces changements amènent nos homologues à repenser certaines pratiques établies et à les adapter.

Ainsi, des organisations de santé autochtones ont créé ensemble des vidéos didactiques en ligne à l'intention du personnel de santé. On y donne de la formation sur diverses procédures, comme l'installation d'implants contraceptifs, afin que personne ne doive se risquer à voyager pour parfaire ses compétences.



Par ailleurs, la santé sexuelle et reproductive reste un sujet délicat à aborder, surtout dans les collectivités autochtones. La stigmatisation liée à la planification des naissances et à l'éducation à la sexualité est encore profondément ancrée et certains chefs religieux

en découragent vivement la pratique. À l'heure où le conflit menace des populations autochtones tout entières, certains leaders de la collectivité s'intéressent davantage à la croissance démographique.

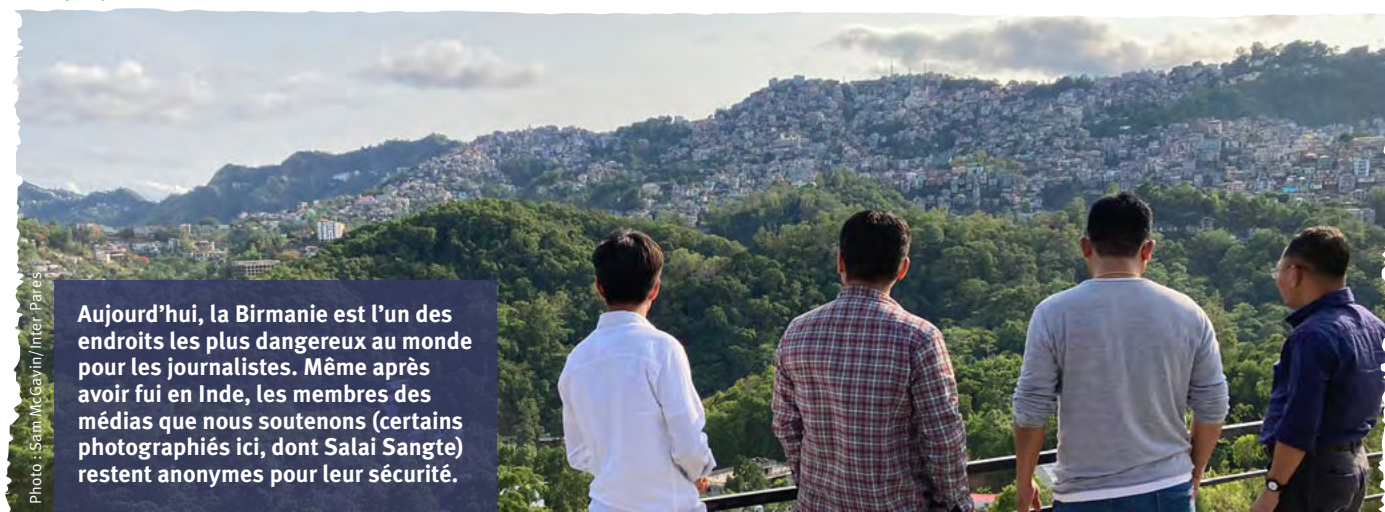
Les organisations de santé des femmes autochtones poursuivent aussi leur travail communautaire en santé sexuelle et reproductive – quoique de façon plus discrète. Plutôt que de rencontrer les jeunes en grands groupes, elles ont mis sur pied un système d'éducation à la sexualité entre adolescent-e-s. Des jeunes ayant reçu une formation rencontrent de petits groupes de leurs pairs dans un cadre privé pour offrir de l'information en matière de santé sexuelle. Cela permet aux jeunes d'aborder des sujets délicats dans un espace sécuritaire tout en contournant les problèmes de sécurité.

Ce sont quelques exemples de mesures d'adaptation parmi bien d'autres. Avec le conflit qui perdure, elles vont se multiplier.

Inter Pares travaille avec des homologues spécialisés dans la santé qui offrent du soutien à près de 600 000 personnes comme Yin et son bébé, dans quelque 2000 villages en Birmanie. Malgré notre indignation devant les attaques de l'armée contre la population, nous sommes fier-ère-s à Inter Pares que nos homologues puissent continuer à offrir des services à leurs collectivités. 

Au début, j'avais très peur... d'être hospitalisée.
Sans leur aide et leurs conseils, je n'ose pas imaginer
ce qui nous serait arrivé, à moi et à mon enfant.
Nang Shwe Yin,
mère dans une région isolée de la Birmanie

Braver les montagnes pour rapporter des nouvelles



«Avec le conseil militaire, impossible d'y retourner.»

Salai Sangte* dirige un média d'information autochtone soutenu par Inter Pares dans l'État Chin en Birmanie.

Un mois et demi après la tentative de coup d'État militaire en février 2021, Salai Sangte et la plupart de ses collègues ont fui en Inde. Près de la frontière birmane, ils opèrent désormais le site d'information en ligne, à distance.



Aujourd'hui, la Birmanie est l'un des endroits les plus dangereux au monde pour les journalistes, selon Reporters sans frontières. Depuis le coup d'État, quatre journalistes ont été tué-e-s et au moins 176, arrêté-e-s. Il reste seulement une poignée des reporters de Salai Sangte au pays. Il s'inquiète

pour son équipe et espère qu'un jour, il pourra les rejoindre dans l'État Chin.

«Si la démocratie fédérale est établie... nous allons sûrement retourner au pays – dans notre pays.»

Mais dans le sud de l'État Chin, l'armée a fermé tous les services de communication depuis plus d'un an.

«Du côté sud, la communication est très, très difficile», explique Salai Sangte. Mais cela n'arrête pas les journalistes dans la région – ils envoient de l'information à partir d'un signal cellulaire de l'Inde qui traverse la frontière. «Les reporters vont là où ils [et elles] peuvent le capter au sommet d'une montagne. Ils et elles doivent [se déplacer] pendant une ou deux heures pour capter le signal.»

À l'instar du média de Salai Sangte, six autres organisations médiatiques autochtones soutenues par Inter Pares s'adaptent au conflit tout en informant le monde des atrocités commises par

l'armée. Elles recrutent et forment des citoyen-ne-s pour recueillir les nouvelles inaccessibles aux journalistes professionnel-le-s. Avec nos homologues, nous avons appuyé la formation de près de 200 journalistes citoyen-ne-s d'un bout à l'autre de la Birmanie.

Dans cette situation difficile, plusieurs médias dépendent de la générosité des donateurs et donatrices pour survivre. Mais les fonds se tarissent avec l'escalade du conflit, déclare Salai Sangte. Avant le coup d'État, il y avait plus de 20 médias d'information dans l'État Chin. Il estime qu'il en reste seulement six.

« Il faut lutter de plus en plus pour survivre », dit-il des médias en Birmanie. « C'est notre avenir. »

Inter Pares est fière de soutenir les médias d'information autochtones et tous ceux et celles qui œuvrent pour la démocratie dans leur pays. 

Bâtir une démocratie fédérale à partir de la base

Dans le chaos du conflit en Birmanie, des personnes comme Khu Lay trouvent de l'espoir dans des structures que plusieurs tiennent pour acquises dans d'autres pays : les gouvernements régionaux.

«Je crois que s'il y a des États [autochtones] solides, l'union sera solide», affirme Khu Lay*.

Depuis la tentative de coup d'État militaire en 2021, et tout au long de la guerre menée depuis contre le peuple birman, de nombreux efforts ont été déployés au niveau national en vue de cette union. Mais le succès d'une démocratie fédérale repose sur un élément fondamental : des structures locales de gouvernance autochtone. Et elles sont en train de se renforcer.

Chaque région ou État dispose de son propre organe de gouvernance – un gouvernement régional de facto autochtone qui fournit des services à la population.

Dans l'État Karenni, d'où vient Khu Lay, le gouvernement autochtone a collaboré avec des partis politiques locaux, avec la société civile et avec des mouvements de désobéissance civile en vue de former le Conseil consultatif de l'État Karenni.

Le conseil a mené l'élaboration d'une nouvelle politique qui établit les systèmes de l'État Karenni en matière de gouvernance, de droit et d'administration. En plus d'établir le mode de fonctionnement de l'État, cette politique représente une vision commune de la future démocratie fédérale pour laquelle ils et elles luttent ensemble.

«Nous avons convenu d'un même objectif politique», déclare Khu Lay, membre du conseil. «C'est donc plus facile pour nous de coopérer.»

Pendant l'année où s'ébauchait la politique, les membres du conseil ont tenu des consultations avec des personnes de tous les horizons d'un bout à l'autre de l'État.

Inter Pares et ses homologues en ont appuyé certaines, notamment

des séances avec les réseaux de femmes et de jeunes.

Au début 2023, le conseil a officiellement adopté la politique. C'est le fruit d'une collaboration massive entre plusieurs groupes autochtones karennis : société civile, groupes de femmes, personnel de la santé, enseignant-e-s, fonctionnaires et élu-e-s politiques.

«Nous avons besoin d'unité et de légitimité – et nous avons besoin d'aborder les causes profondes [du conflit]» explique Khu Lay.

Cette politique contribuera aux trois. Inter Pares est fière de soutenir le cheminement vers une démocratie fédérale bâtie sur le fondement de l'autodétermination autochtone. 



*Pour des raisons de sécurité, les noms figurant dans le présent Bulletin ont été modifiés.

Inter Pares

221, av. Laurier Est, Ottawa (Ontario) K1N 6P1 Canada

Tél : 613-563-4801 ou 1-866-563-4801 (sans frais) • Téléc : 613-594-4704 • info@interpares.ca • www.interpares.ca

 @Inter_Pares   @InterParesCanada

Avec le soutien de milliers de Canadiennes et de Canadiens, Inter Pares travaille au Canada et à travers le monde avec des organisations qui partagent l'analyse selon laquelle la pauvreté et l'injustice sont causées par les inégalités entre les nations et au sein de celles-ci. Inter Pares et ces organisations agissent en faveur de la paix et de la justice socio-économique dans leurs collectivités et leur société.

ISSN 0715-4267 • Organisme de charité enregistré (NE) 11897 1100 RR000 1
La publication de ce Bulletin est subventionnée par Affaires mondiales Canada.

En partenariat avec
 **Canada**